



HAL
open science

Pratiques de sécurité et inégalités à Caracas. Nouveaux ressorts d'une logique ancienne ?

Julien Rebotier

► To cite this version:

Julien Rebotier. Pratiques de sécurité et inégalités à Caracas. Nouveaux ressorts d'une logique ancienne?. *Justice spatiale = Spatial justice*, 2011, Pratiques de sécurité en ville, 4, <http://www.jssj.org/article/pratiques-de-securite-et-inegalites-a-caracas/>. halshs-01518797

HAL Id: halshs-01518797

<https://shs.hal.science/halshs-01518797>

Submitted on 5 May 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pratiques de sécurité et inégalités à Caracas. Nouveaux ressorts d'une logique ancienne ?

Julien Rebotier

Résumé

Caracas compte aujourd'hui parmi les villes les plus dangereuses d'Amérique latine. Les pratiques de sécurité largement répandues y marquent le paysage, les pratiques territoriales, et les rapports sociaux. Plus que par la distribution de ces pratiques (de surveillance, de limitation de fréquentation de certains lieux, de collectifs de défense), c'est à travers le sens qui leur est donné et les représentations de l'insécurité des différents acteurs que des inégalités, non pas tant de distribution mais de reconnaissance, semblent jouer à plein. On note que l'insécurité, incontournable à Caracas et présente à l'esprit de chacun, n'est pas également prioritaire pour tous. Un panorama de pratiques de sécurité parmi différents groupes d'acteurs permet de les confronter et, au-delà de formes parfois similaires, de les distinguer. Ainsi, stigmatisation et discours dominants fondés sur des rapports sociaux et culturels inégaux, propres au contexte caraquéño, constituent à la fois un moteur de, et se trouvent renforcés par des pratiques de sécurité différemment signifiées. On trouve là une dimension politique nécessaire à la compréhension des pratiques de sécurité dans un contexte urbain pétri d'inégalités.

Mots-clés : Insécurité urbaine ; Représentations ; Discours ; Territoire ; Ordre

Introduction

Si l'on suit le regard synthétique de Diane Davis (2006), l'Amérique latine est devenue à la fois un théâtre et un laboratoire privilégiés pour étudier une insécurité urbaine omniprésente et invasive depuis la « décennie perdue » et les crises des années 1980 (Carrión, 2005; Briceño León, 2007 ; Kessler, 2009). L'insécurité constitue un grand récit structurant de la vie urbaine, en lieu et place du progrès, du développement ou de la modernité, ainsi qu'une catégorie cardinale de l'urbanité entendue comme condition historique de relations socio-spatiales (Boudreau, 2011). L'insécurité et la peur qu'elle inspire ont des conséquences bien connues, au-delà de la seule Amérique latine, au Nord comme au Sud: enfermement, fractures, séparations, recul de l'espace public (Tuan, 1979 ; Davis, 1998 ; Low, 2005 ; Capron, 2006 ; Pain et Smith, 2008).

Caracas caracole irrégulièrement en tête des classements des villes les plus dangereuses depuis l'explosion sociale durement réprimée en février 1989, connue comme le Caracazo, et au rythme de l'agitation politique et des soubresauts économiques (étroitement liés au marché du pétrole) qui ont secoué le pays depuis trente ans. La polarisation politique récente de la société vénézuélienne ajoute une dimension conjoncturelle à une insécurité urbaine qui s'envole à nouveau au début des années 2000 (Ellner et Hellinger, 2003 ; Briceño León et al. 2009). C'est dans ce cadre que l'on se penche sur les pratiques de sécurité en ville et sur leurs liens avec différents types d'inégalités à Caracas.

Les pratiques renvoient à des acteurs, à leur intentionnalité, et à une certaine matérialité. Pour autant, on sait le poids que les représentations de l'insécurité ou les discours qui s'y rapportent peuvent recouvrir en Amérique latine (Caldeira, 2000 ; Kessler, 2009) comme en Europe (Smith, 1986 ; Beaud et Pialoux, 2003). On considèrera alors les pratiques de sécurité à Caracas dans les contextes sociaux, politiques et culturels qui les encadrent. Enfin, c'est à travers le prisme de la justice que le numéro thématique de Justice Spatiale – Spatial Justice nous invite à penser les pratiques de sécurité en ville. En suivant Young (1990) et Fraser (1995), on conçoit la justice sur les bases pratiques de la redistribution ainsi que sur celles, plus symboliques, d'une reconnaissance sociale et culturelle. Ainsi, en plus de la distribution des pratiques de sécurité à Caracas, on considèrera le sens qu'elles recouvrent et leurs implications en soulignant des mécanismes sous-jacents liés aux inégalités de redistribution aussi bien que de reconnaissance.

Sur le terrain, on relève que les pratiques de sécurité largement diffusées répondent à une insécurité urbaine différemment distribuée dans l'espace. Or, le rapprochement entre les pratiques et l'insécurité observées ne présente pas de correspondance évidente. Deux questions émergent de ce constat : Que dire de l'homogénéité apparente des pratiques de sécurité répandues à travers la ville au-delà du grand récit indifférencié de l'insécurité urbaine à Caracas ? Comment en interpréter les disparités ? En analysant les pratiques de sécurité dans leur contexte et au prisme des notions de redistribution et de reconnaissance, on formule l'hypothèse selon laquelle les pratiques de sécurité participent à une reproduction d'inégalités fortes dans l'espace urbain. De là, on affirme que la dimension culturelle et les représentations qui sous-tendent les pratiques et le sens qui leur est conféré constituent des ressorts fondamentaux d'inégalités, et au-delà, d'un processus de territorialisation qui donne forme et sens à l'espace social.

Afin de tester ces hypothèses (de renseigner les liens entre pratiques de sécurité et inégalités, et de situer le poids de ces pratiques dans la production de l'espace urbain), on propose une réflexion en trois étapes. Dans une première partie, on dresse un diagnostic de la ségrégation socio spatiale à Caracas ainsi que de l'inégale distribution des faits d'insécurité urbaine. Dans une deuxième partie, l'accent est mis sur les pratiques de sécurité, leur diversité et leurs similitudes. Enfin, après avoir rapproché les données contextuelles et relatives aux pratiques de sécurité, on tâchera d'en expliquer les disparités par les discours et les représentations qui conditionnent ces pratiques et qui leur donnent du sens.

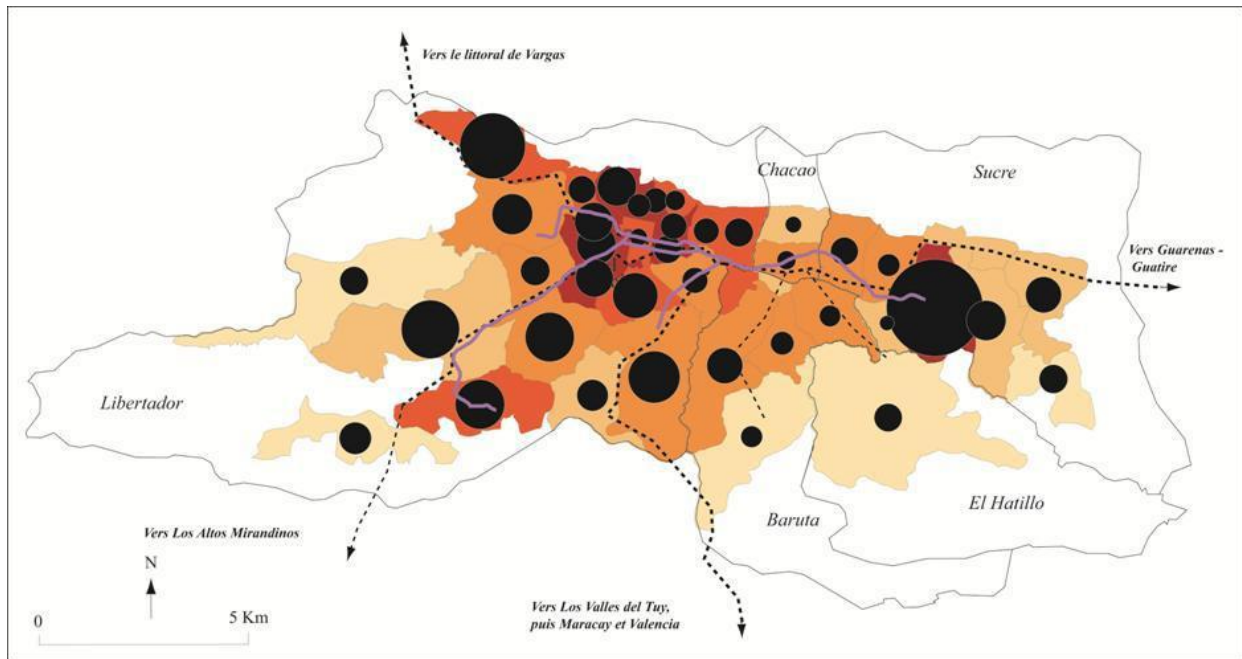
Ségrégation sociale et inégale distribution de l'insécurité à Caracas

L'étude porte sur l'agglomération de Caracas qui rassemble plus de 3 millions de personnes dans la vallée de San Francisco, à l'intérieur des limites de 5 municipalités formant le District Métropolitain (DMC).

Une configuration socio spatiale méridienne à l'échelle de la vallée

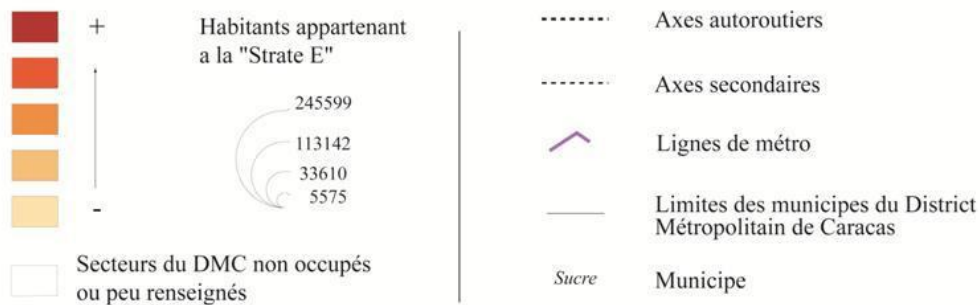
A l'échelle du DMC, on distingue une démarcation méridienne (Carte 1). Dans la partie occidentale, on trouve une surreprésentation des populations démunies¹ aux densités relativement importantes. Dans la partie orientale, les densités sont en revanche plus faibles et les populations pauvres sont moindres, même si le grand secteur populaire de Petare se distingue nettement à l'Est (densité et pauvreté importantes). Cette démarcation tranche avec un axe Est-Ouest structurant les fonctions urbaines, matérialisé par une ligne de métro (en violet) et un axe autoroutier (pointillé épais). Par ailleurs, on trouve une plus grande hétérogénéité socio-économique des populations au centre-Ouest, secteurs des premières extensions urbaines du début du 20^{ème} siècle, espaces plurifonctionnels (résidentiel, infrastructure, transports, anciennement industriel), le long d'un autre axe de moindre importance qui rejoint Los altos mirandinos, souligné par une ligne de métro et par le début d'une voie autoroutière. Dans la partie orientale à l'inverse (hormis Petare), l'homogénéité socio-économique des populations apparaît plus grande et bien moins corrélée aux axes secondaires de communication vers Baruta, au Sud, et El Hatillo, au Sud-Est (pointillé léger).

¹ Les recensements de l'institut national de statistiques (INE) distribuent la population en 5 catégories de A (plus riche) à E (plus pauvre).



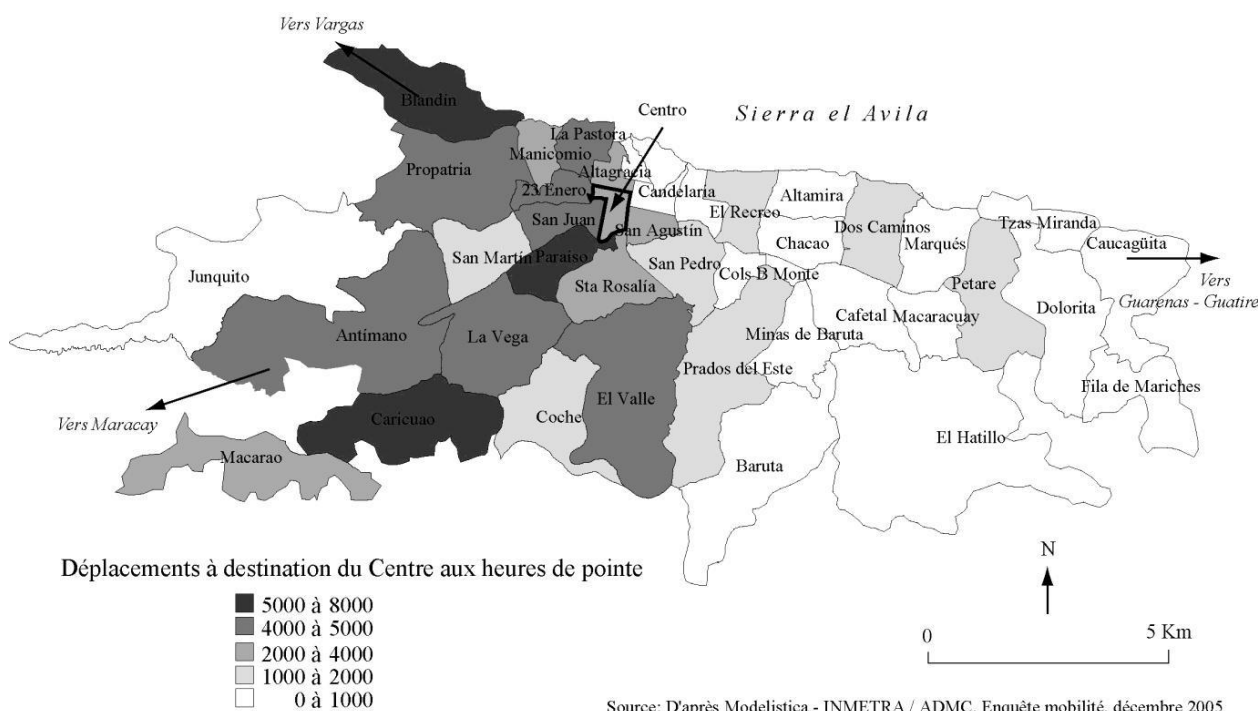
Source: Julien Rebotier, d'après Modelistica, 2005. Fait avec Philcarto - <http://perso.club-internet.fr/philgeo>

Densités relatives 2001 (source: recensement INE)



Carte 1 : Distribution socio-spatiale et densité de population dans le DMC

La distinction socio-économique est soulignée par des pratiques territoriales différenciées. Malgré l'axe fonctionnel Est – Ouest du « Centro » (centre historique) à « Petare » (Carte 2), il apparaît que la fréquentation de l'Est ou de l'Ouest de cet axe est fonction du lieu de résidence des habitants qui le pratiquent. Selon que l'on vienne de l'Est ou de l'Ouest de la ville, on fréquentera respectivement la partie orientale ou occidentale de l'axe pourtant continu et transversal aux différents secteurs. Ainsi, les déplacements effectués dans le DMC et qui ont pour destination le centre historique (aux contours surlignés sur la Carte 2) ont majoritairement pour origine des secteurs situés dans l'Ouest de l'agglomération de Caracas.

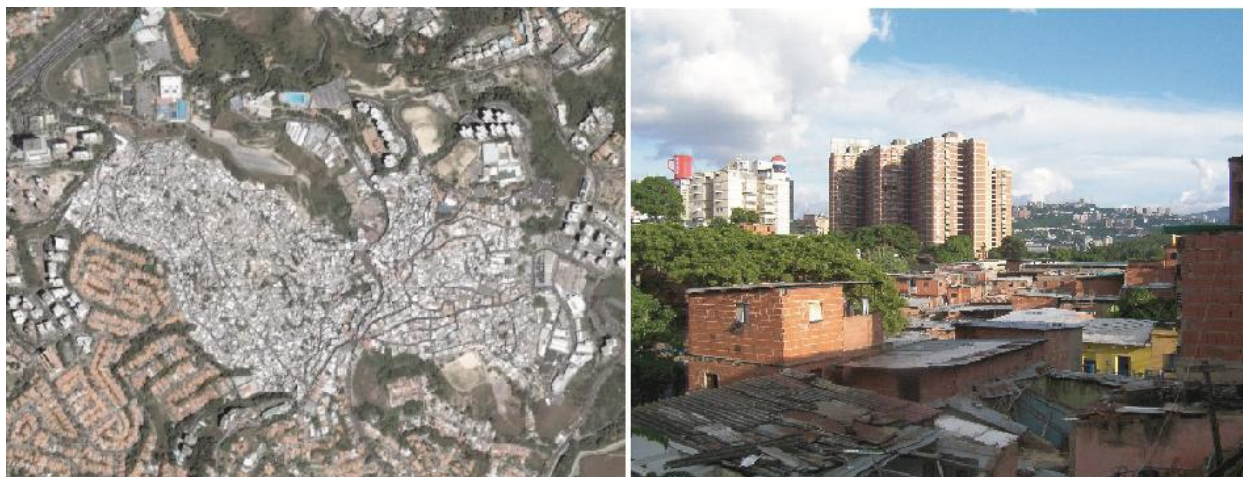


Carte 2 : La ségrégation urbaine à travers les pratiques territoriales

Pour autant, la démarcation Est-Ouest et l'homogénéité relative de la partie orientale du DMC doivent être nuancées à grande échelle. La ségrégation méridienne de l'agglomération tranche avec la marqueterie du paysage urbain dans une intrication socio-spatiale fine aux contrastes forts (García Sanchez et González Tellez, 2008).

A grande échelle, la mosaïque du paysage urbain

La géographie sociale de l'agglomération doit être déclinée sur le terrain. Les quebradas, ravines creusées par des torrents, lacèrent la ville d'incises aux flancs souvent abrupts et occupés par des barrios de ranchos (littéralement « quartiers de bicoques »), habitat populaire pour l'essentiel d'invasion, auto-construit et consolidé au fil du temps. L'invasion des quebradas peut aller jusqu'au cœur des quartiers les plus cossus traversés par les torrents, comme le barrio Chapellín au sein du Country Club, ou le barrio Santa Rosa, proche de Plaza Venezuela (Photo 1, droite). En plus d'une proximité spatiale évidente, des liens existent entre ces secteurs urbains hétérogènes, qu'il s'agisse d'une fréquentation à but commercial, liée à l'emploi (dans les bureaux, personnel de maison, services ponctuels), ou encore à l'approvisionnement en produits illicites (Baby-Collin, 2000). Pour autant, cette circulation ne peut dissimuler la distance sociale, symbolique et les contrastes évidents qui distinguent parfois un côté et l'autre d'une rue. De fait, jusqu'à la fin des années 1990, les barrios n'apparaissent guère dans nombre de documents officiels de gestion urbaine alors même qu'ils abritaient près de la moitié de la population de l'agglomération (Baby-Collin et Zapata, 2006). En outre, selon qu'elles sont occupées par des barrios ou par un habitat résidentiel plus formel, les collines de la ville prennent le nom de cerro ou de colina.



Source: Image Google Earth, et cliché de l'auteur (2005)

Photos 1 : Vue du ciel, vue du sol, les forts contrastes du paysage urbain de Caracas

Image des barrios Las Minas, Santa Cruz del Este, et du secteur Terrazas del Club Hípico ; photo de droite : vue de la Plaza Venezuela et des Colinas de Bello Monte (arrière-plan) depuis le barrio Santa Rosa

En termes de statuts, la place de chacun de ces différents secteurs est aussi contrastée. Lorsqu'ils ne sont pas ignorés des plans d'urbanisme, les barrios ne sont pas fréquentés, sont craints par les classes plus favorisées, et même ouvertement stigmatisés à la suite des troubles sociopolitiques des années 1980 qui culminent avec le Caracazo (Lopez Maya, 2003). A la suite de cet épisode, le plus sanglant de l'ère démocratique vénézuélienne, c'est une atmosphère de suspicion manifeste qui s'installe durablement à Caracas entre les classes moyennes et « ceux qui sont descendus des collines [cerros] » couvertes de ranchos (Rotker, 2005). Jusqu'à aujourd'hui, le processus de ségrégation urbaine est nourri par ce schéma d'opposition morphologique et symbolique.

C'est dans un espace urbain aux lignes de ségrégation renforcées, d'inégalités et de conflictualité rendues manifestes depuis 1989, que l'on se penche sur la distribution des crimes et délits comme un des marqueurs de l'insécurité urbaine.

Distribution de l'insécurité urbaine : déterminants fonctionnels et sociaux

D'aucuns reconnaîtront que les chiffres de l'insécurité constituent des données sensibles à collecter, à utiliser et à interpréter, susceptibles d'instrumentalisation et de partialité. Il n'existe pas au Venezuela de grands chantiers de collecte d'information ni d'enquête systématique de victimisation, comme il peut en exister en Argentine, pour donner une image cohérente de la situation à Caracas. Les réformes de l'automne 2009 impulsées par la commission nationale de réforme de la police (CONAREPOL), dont les travaux ont fait l'unanimité parmi les acteurs politiques et sociaux du pays, visent à corriger l'éclatement et les lacunes de l'information liée à la sécurité. Pour autant, nombre d'ONG, d'associations civiles et d'universitaires, souvent engagés dans le militantisme civique² produisent des données sur le sujet. Ce sont du reste les chiffres du volet « sécurité » du « rapport

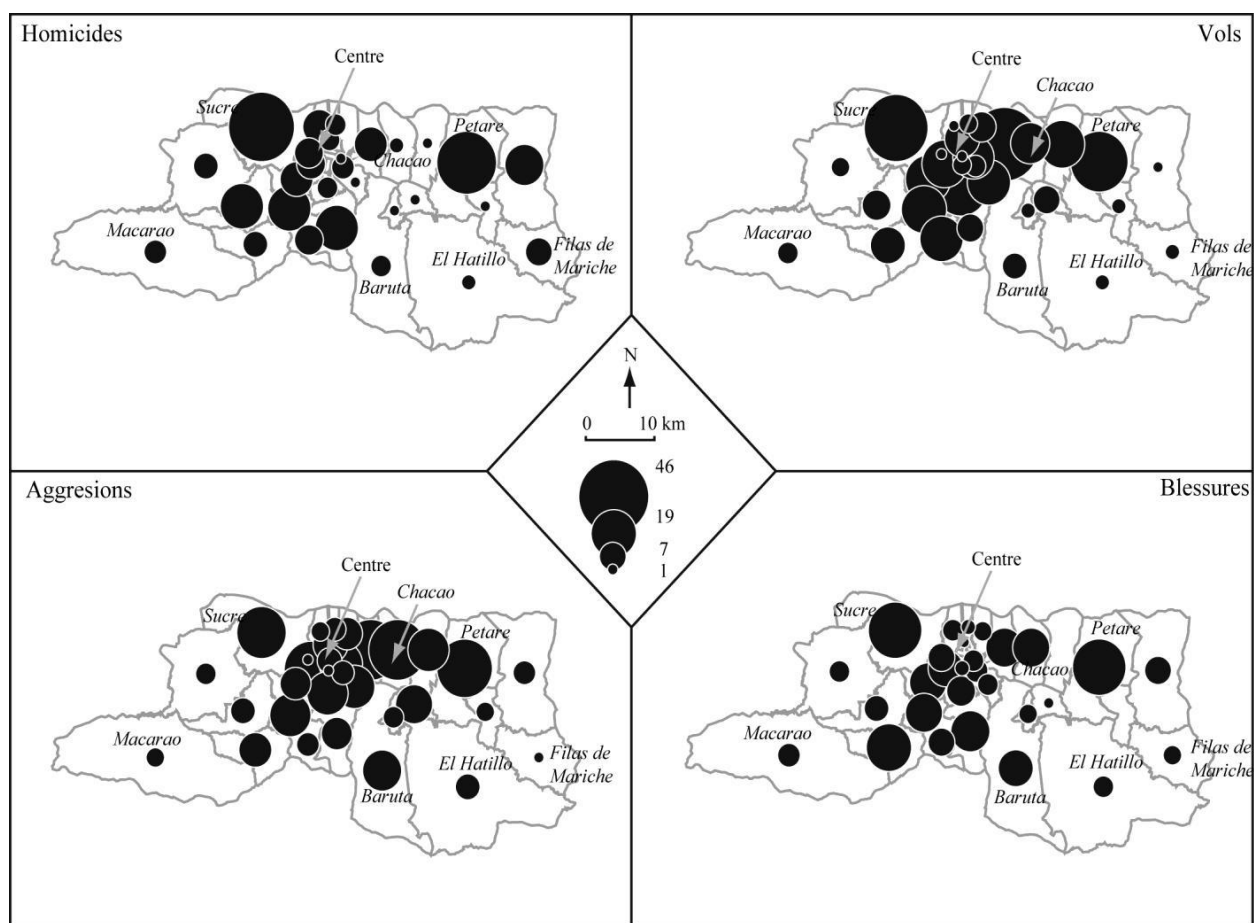
² On pense ici à l'Observatorio Venezolano de la Violencia, Laboratoire de Sciences Sociales de l'Université Centrale du Venezuela, mené par le sociologue Roberto Briceño León; au Centro por la Paz y los Derechos Humanos, de la même université, dirigé par Ana María San Juan; ou à l'ONG Paz Activa présidée par un autre sociologue, Luis Cedeño.

[annuel] sur la situation des droits de l'homme au Venezuela » de l'ONG PROVEA³ que l'on trouve souvent cités dans la presse ou repris par différents acteurs.

Les paragraphes suivants ne cherchent pas de responsabilités, ni à juger de l'évolution des faits d'insécurité. Ils visent à donner une image contemporaine de la distribution des crimes et délits dans le périmètre du DMC. Pour ce faire, on a eu recours aux bases de données partielles du secrétariat du DMC à la sécurité qui collecte les crimes et délits déclarés sur le territoire du District. L'information disponible concerne 7 semaines discontinues entre le 14 août 2006 et le 28 janvier 2007. Il est fait état de la répartition et de la quantité d'homicides, de vols, d'agressions et de blessures déclarés sur cette période (Carte 3). Les chiffres publics, s'ils sont limités et partiels, ont le mérite de localiser les lieux d'occurrence des faits.

La distribution observée fait ressortir l'axe fonctionnel principal et fréquenté, Est – Ouest, pour les vols et agressions, et dans une moindre mesure pour les blessures et homicides. En outre, on distingue un axe secondaire, partant du centre historique vers le Sud-Ouest, qui correspond également à un axe commercial et fréquenté, marqué par de grandes voies de communication, mais occupé par des populations aux profils socio-économiques plus hétérogènes, parfois populaires. Enfin, à ces deux lignes fortes s'ajoutent deux points où homicides, vols, agressions et blessures ressortent. Il s'agit des secteurs populaires de Sucre et de Petare. En outre, la logique sociale de distribution des faits d'insécurité (les secteurs les plus pauvres sont les plus exposés) doit être plus marquée puisque par peur des représailles ou par défiance des services de police, les délits seraient moins déclarés dans les secteurs populaires que dans les secteurs plus favorisés (Briceño León et al., 1999). Cette tendance à la surexposition des secteurs populaires est plus évidente encore en ce qui concerne la distribution des homicides. De fait, de manière générale, les premières victimes d'homicide à Caracas sont des hommes, jeunes, non blancs, pauvres et vivant dans les barrios (Briceño León et al., 2002). A l'inverse, les secteurs plus cossus du Sud-Est, loin des axes fonctionnels intensément fréquentés, présentent relativement moins de faits déclarés.

³ Programa Venezolano de Educación-Acción en Derechos Humanos – Programme Vénézuélien d'Education-Action dans le domaine des Droits de l'Homme.



Source: Elaboration propre, d'après les données 2006-2007 du secrétariat du DMC pour la sécurité. Fait avec Philcarto. <http://philgeo.club.fr>

Carte 3 : Distribution des crimes et délits déclarés dans le DMC durant 7 semaines discontinues entre le 14 août 2006 et le 28 janvier 2007

Malgré la partialité et les limites des données disponibles, les informations concordent quant aux logiques sociales et fonctionnelles de localisation des faits d'insécurité à Caracas. C'est dans ce cadre d'une ville ségréguée et de la distribution différenciée de l'insécurité urbaine que l'on se penche sur les pratiques de sécurité que développent différents acteurs.

Des pratiques de sécurité largement répandues... et plurielles ?

Des pratiques de sécurité adoptées par différents types d'acteurs sont mises en regard entre un secteur cossu du Sud-Est du DMC, des secteurs populaires de barrios de l'Ouest, de tours dégradées d'habitat collectif, et des services de police locales dans l'Est de la ville (municipalités Chacao et Baruta – Carte 1).

Les initiatives du secteur cossu de Santa Clara

Santa Clara est une urbanización de villas dans le secteur El Cafetal à Baruta et compte environ 200 familles. La forme de l'urbanización correspond à des unités de voisinage caractéristiques de l'urbanisation de Caracas à partir des années 1930 quand les terrains des haciendas de café de la

vallée étaient progressivement lotis par ensembles résidentiels plus ou moins exclusifs (Baby-Collin et Zapata, 2006). En termes de pratiques de sécurité, Santa Clara appartient à ces secteurs favorisés de la ville où le contrôle de l'accès intervient dès le début des années 1990 sous la forme de douanes urbaines (García Sanchez, 2004). D'après la responsable du Conseil Communal⁴ (CC) de l'urbanización, « des grilles sont posées pour barrer la rue en 1992. [...] En 2004, on a installé des guérites pour les gardiens. On en compte trois pour huit rues »⁵. Les CC sont constitués de commissions dont une concerne la sécurité et « poursuit le travail entamé par l'association des voisins de Santa Clara au milieu des années 1990 ». Par ces mesures de contrôle d'accès et de surveillance, l'objectif était « de diminuer les vols dans cette zone rouge, passage stratégique entre Baruta et Petare. On a diminué les vols de 90% entre 2000 et 2008 ».

En plus des grilles systématiques aux fenêtres, des portails, et très souvent des installations électriques sur les clôtures des propriétés, le dispositif de protection de l'urbanización compte des rues barrées, des guérites, des gardiens ainsi que des caméras dont les images sont mises à la disposition de la police locale. Santa Clara compte en permanence cinq gardiens choisis par les voisins. Mais « le problème de gérer l'insécurité sans le gouvernement, c'est que c'est cher ! ». Ne pas passer par une entreprise de sécurité permet de diminuer les coûts mensuels du tiers pour un service de jour, et du quart environ avec un service de nuit. Par ailleurs, la possibilité qu'ont les gardiens de dormir sur place (et « d'économiser le transport »), l'uniforme et le café fournis, ainsi que la nourriture (mais seulement pour le superviseur de l'équipe) sont autant « de prestations sociales accordées par les voisins de Santa Clara ».

Sur les 200 familles, 110 collaborent et cotisent (inégalement) pour assurer les coûts du service. Un groupe de « séparatistes » gère une impasse de l'urbanización de façon autonome, avec leur propre grille. La sélection des gardiens reste un processus délicat qui implique « de ne pas sélectionner les meilleurs, car très vite, ils s'en vont ». La responsable du CC précise les stratégies de recrutement :

« On a choisi des gens intermédiaires, des limités, qui parviennent à réaliser des tâches simples, manuelles, mais si on les leur répète souvent. On a pris des border-line, des 'à moitié bêtes'. Ceux-là se présentent toujours. En revanche, on a choisi un technicien informatique colombien comme chef d'équipe. Sa maman est nourrice chez un des voisins. Il est noir, grand, massif, merveilleux... tout le monde l'adore. Lui n'a pas de papiers. C'est un peu un moyen de le retenir. Il y a deux autres Colombiens de plus sans papiers. Ils sont en train de faire les démarches, mais ça prend parfois 4 ans ».

Dans les secteurs populaires : la sécurité parmi d'autres difficultés

Deux types de secteurs populaires ont été observés. Avant de présenter le cas de barrios, on rend compte du secteur Horno de Cal, municipalité Libertador, près de Parque Central.

Les informations concernent la tour A d'un ensemble résidentiel largement paupérisé. La présidente de la Banque Communale (BC)⁶ confie que dans le CC « Travail et Terre » de la tour A, c'est la

⁴ Institution locale d'organisation communautaire pour la participation qui prend la suite des associations de voisins en 2006 (Compagnon et al., 2009).

⁵ Les citations concernant Santa Clara sont tirées d'un entretien réalisé le 3 novembre 2008, dans le cadre du programme ANR – METRALJEUX.

⁶ Un des dispositifs institutionnels de participation qui permet au CC de lancer des appels de fonds publics et de les gérer.

commission logement et habitat qui est la plus active. « 1600 personnes vivent dans 242 appartements [en copropriété, peu sont loués]. Les enfants restent chez les parents, faute de solution de logement »⁷. Un des principaux enjeux consiste par exemple à réparer des ascenseurs « tous en panne depuis 4 mois » pour ce bâtiment de plus de 20 étages.

Si le bâtiment présente une double grille dans le hall, séparant la rue des parties communes du rez-de-chaussée, les pratiques de sécurité sont moins matérialisées qu'à Santa Clara, et marquent plutôt les rapports sociaux :

« Le CC ne dispose pas de commission de sécurité. Sur le bout d'autoroute tout proche [Horno de Cal se situe entre l'autoroute de l'Ouest et les collines des barrios de San Agustín], ça vole beaucoup. Ils descendent du cerro [de San Agustín] et volent, mais pas sur les trottoirs [aux abords des tours]. Pas à l'intérieur, non. Il y a de la confiance. Mais malgré ça, personne ne se risque à la commission de sécurité ».

La responsable de la BC dit avoir vécu un temps dans le barrio Marín, secteur San Agustín, et ne nourrit pas de crainte particulière envers les gens du barrio où l'on trouve « des avocats, des professeurs, des économistes ». En revanche, elle relève une méfiance à l'endroit des policiers « souvent des balances qui n'appliquent aucun code ni règlement ». Personne n'ose dénoncer personne, « sinon le policier rapporte : 'celui là t'a dénoncé !' ». En outre, le paysage d'insécurité du barrio n'est pas baigné d'angélisme :

« Dans le cerro, ils se tirent dessus à tout bout de champ. Il y a plus d'armes que de policiers, et ce sont les paramilitaires qui ont les armes. Mais on sait qui est qui. On fait attention à la façon dont les paramilitaires peuvent pénétrer le CC ».

Dans des secteurs également défavorisés, mais au sein des barrios, la question de l'insécurité est également présente, parmi nombre d'autres préoccupations. Elle implique des pratiques très concrètes (comme la profusion incontournable des grilles aux maisons et des portes cadénassées à l'entrée de certaines venelles) mais façonne aussi beaucoup les rapports sociaux.

Les barrios Briceño Irragory, La Cruz, Niño Jesús, La Trilla et Santa Rosa ont été parcourus. Ils sont situés respectivement dans les secteurs Propatria, San Martín, El Junquito, Altagracia et El Recreo (Carte 2). Les informations exploitées sont tirées des résultats de 118 questionnaires individuels destinés à connaître les conditions objectives de risques environnementaux et les risques identifiés par les personnes interrogées au lieu de leur résidence, les modalités de gestion envisagées, les savoir-faire développés en termes de gestion de crise ou de prévention, et les représentations plus générales autour des acteurs publics et privés impliqués dans les risques et leur gestion (Rebotier, 2008). On en extrait ici les réponses à trois questions traitant des priorités et préoccupations à moyen terme, des projets envisagés à l'horizon des cinq prochaines années, et de la hiérarchisation des menaces immédiates ressenties. Il est significatif de souligner que le questionnaire ne portait ni sur l'insécurité, ni sur le sentiment d'insécurité urbaine, mais bien sur les notions plus vagues de « risque », de « menace » ou de « danger ». De fait, interroger sur l'insécurité sans avoir recours à des questions propitiatoires est une précaution importante à observer durant la collecte de données (Kessler, 2009).

Des 114 séries de réponses exploitables, il ressort que l'insécurité figure en troisième position des priorités déclarées à moyen terme, derrière des préoccupations liées au logement et au travail. De meilleures conditions de logement et de revenu constituent aussi les principaux objectifs pour les cinq années à venir dans plus de 40% des réponses. Concernant les menaces immédiates ressenties,

⁷ Les citations concernant Horno de Cal sont tirées d'un entretien réalisé le 9 décembre 2008 (ANR – METRALJEUX).

on trouve les glissements de terrains et les infiltrations liées à l'absence ou au piètre état des réseaux d'évacuation d'eau. L'estimation moyenne du sentiment d'insécurité des personnes interrogées s'établit pour ces deux menaces à 0,38. Les menaces suivantes prennent des valeurs de 0,44 ; 0,45 et 0,46 respectivement à l'endroit de la délinquance et de l'insécurité urbaine, des inondations, et des tremblements de terre. Parmi les habitants des barrios, comptant pourtant parmi les premières victimes de l'insécurité urbaine, ce sont les conditions matérielles du quotidien qui importent le plus.

Malgré ce constat, à nuancer en fonction des profils de barrios (niveau de consolidation, durée d'occupation, type de population), les pratiques de sécurité n'en sont pas moins marquées, et l'insécurité loin d'être sous-estimée. Les dispositifs de protection (grilles, serrures, portes en fer) sont omniprésents, à l'image du reste de la ville, mais pas systématiques et pas aussi imposants que ceux de l'urbanización Santa Clara. Dans le cas de Santa Rosa, des grilles posées par des voisins existent parfois, barrant des impasses. Mais elles ne sont pas systématiquement fermées à clé. La sécurité repose sur d'autres pratiques : « On surveille, il y a toujours quelqu'un dans la rue, de toute façon »⁹ confie une leader populaire qui vit dans le barrio. « Les gens se connaissent, mais il faut faire attention. Il y a des voyous [malandros], ils se droguent, on sait qui c'est. La nuit, quand tu pars, il vaut mieux ne pas rester dans la rue ».

Ainsi, à Horno de Cal comme dans les barrios parcourus, l'insécurité n'est pas au cœur des priorités des habitants interrogés mais reste très présente. On constate des formes de protection et des pratiques de sécurité que l'on retrouve ailleurs en ville mais différemment déclinées et signifiées. L'accent est mis sur les rapports interpersonnels, sur les gens que l'on connaît ou non, sur ceux que l'on identifie comme porteurs d'insécurité ou pas dans le périmètre de son propre quartier ou de son lieu de vie. Les grilles ne sont qu'un marqueur matériel et aléatoire des diverses pratiques de sécurité. De fait, elles ne sont pas rigoureusement fermées et parfois contre-productives – en cas d'évacuation soudaine pour cause d'inondation par exemple.

A grande échelle, quels que soient les secteurs concernés, les pratiques de sécurité sont aussi influencées par l'action des polices municipales. Afin de compléter le panorama de pratiques de sécurité dont les formes peuvent s'avérer similaires, mais dont on commence à entrevoir les significations différentes qui leur sont conférées, on se penche sur certaines pratiques des polices de Baruta et de Chacao.

Poids et regard des polices locales sur les pratiques de sécurité des habitants

La petite mais très riche municipalité de Chacao compte plus d'officiers de police mieux payés et mieux équipés que les autres municipalités du DMC. La mission de Polichacao est circonscrite au territoire municipal et consiste à faire « régner l'ordre et la sérénité publique »¹⁰ dans les cadres édictés par le Ministère de l'Intérieur et de la Justice. Des liens avec les communautés sont établis par l'intermédiaire des délégués d'associations de voisins et plus récemment par les présidents des

⁸ Pour des valeurs s'échelonnant de 0 : Sentiment d'insécurité absolu, à 1 : Sentiment de totale sécurité. Les réponses étaient initialement étalonnées de 0 à 5, mais les résultats ont été standardisés de 0 à 1 pour le calcul d'indices sur l'ensemble des questionnaires.

⁹ Les citations qui suivent sont tirées des échanges périphériques à l'application d'une partie des 118 questionnaires dans le barrio Santa Rosa, avec une leader locale, au cours du mois de juillet 2005.

¹⁰ Les citations et informations concernant la police de Chacao sont tirées d'une entrevue réalisée le 27 novembre 2008 avec un officier chargé des relations publiques (ANR – METRALJEUX).

commissions sécurité des CC. Suite à une formation ponctuelle en Israël de quelques officiers, Polichacao cherche à passer d'une collaboration réactive à une collaboration proactive avec les habitants. Ceux-ci deviennent ainsi des acteurs coresponsables de la sécurité publique, par exemple au moyen de « brigades de personnes âgées qui surveillent et dénoncent les actes d'incivilité, les comportements suspicieux ou une quelconque irrégularité ». Enfin, d'après l'officier interrogé, aucun problème particulier n'entravait les rapports aux quelques secteurs de barrios de cette municipalité cossue, même si un certain flou demeure sur la nature des relations de Polichacao avec ces secteurs.

Pour un des commissaires de Polibaruta, l'action de la police est rationnelle, tirée d'un diagnostic de la situation élaboré grâce au travail de la municipalité et des communautés organisées¹¹. Au-delà de la bataille de chiffres à Baruta, municipalité plus étendue et dont la population est plus hétérogène qu'à Chacao, le commissaire insiste sur une préoccupation majeure : la diffusion des armes dans la société. « Bien sûr, les classes moyennes sont armées aussi dans les urbanizaciones. Mais le problème, c'est quand il y a des vols. Les voleurs emmènent les armes avec eux, dans les barrios et la quantité d'armes en circulation continue ainsi d'augmenter ». Une fois opéré le distinguo des armes détenues entre de « bonnes » et de « mauvaises » mains, le commissaire signale l'existence d'unités consacrées aux « liens avec les communautés » et aux « services aux citoyens ». Des réunions et ateliers publics sont organisés avec les associations de voisins et les CC sur les comportements sûrs, les mesures de prévention à adopter, et les besoins formulés par les habitants. Outre les lignes téléphoniques directes mises à disposition, Polibaruta fonctionne avec un système de 400 radios équipant inégalement les quartiers : les secteurs les plus défavorisés sont peu concernés « puisque la dépense qu'implique l'acquisition du matériel [à la charge de la communauté] est trop élevée ».

Ces perspectives différentes montrent combien les pratiques de sécurité structurent inégalement les rapports entre acteurs et leur manière d'occuper l'espace. La diffusion de pratiques de sécurité (protection, organisation de la surveillance, dénonciation) ne reprend pas nécessairement les traits de la ville ségréguée, ni à l'échelle du DMC, ni localement. En revanche le sens qui est donné à ces pratiques interroge le chercheur. Dans une ville où le grand récit de l'insécurité est désormais structurant (Rebotier, 2011), plus qu'à travers la diffusion des grilles, le recours à un service de surveillance ou le contrôle de l'accès aux rues, c'est à travers les représentations de l'insécurité et le sens donné aux pratiques de sécurité que jouent fortement des inégalités de reconnaissance.

Inégalités et représentations, moteurs et produits des pratiques de sécurité

Outre les inégalités dans la distribution des faits d'insécurité et dans la capacité des différents secteurs à y faire face, on avance que les inégalités de reconnaissance, i.e. des représentations de l'insécurité et du sens donné aux pratiques d'insécurité, à la fois influencent et renforcent un processus différencié de territorialisation à Caracas.

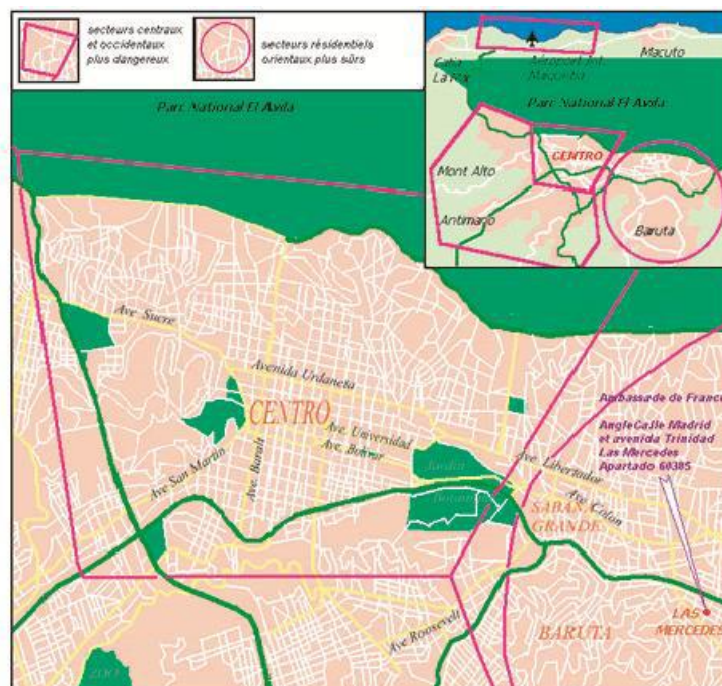
Des représentations socio-spatiales différenciées

Des pratiques de sécurité similaires font différemment sens pour les acteurs en fonction de leurs représentations de l'insécurité, leur place dans la société, ou encore leur environnement social. De fait, selon que l'on soit dans un secteur cossu de l'Est de la ville (Santa Clara) ou dans les secteurs populaires (barrios de l'Ouest ou Horno de Cal), l'insécurité n'occupe pas la même place, ni parmi les priorités des habitants, ni au titre des relations sociales qu'elle affecte. La diffusion large de

¹¹ Les citations et informations sur la police de Baruta sont tirées d'une entrevue réalisée le 06 novembre 2008 avec un des commissaires (ANR – METRALJEUX).

l'insécurité et des pratiques qu'elle motive n'est pas contradictoire avec les représentations inégales qui les sous-tendent. Par exemple, le fait de s'armer pour se protéger est entendu différemment pour Polibaruta selon qu'il s'agit de classes moyennes des urbanizaciones ou d'habitants du barrio. La sécurisation de l'espace urbain se construit sur la base d'inégalités de reconnaissance importantes (Davis, 1990). Certains discours dominent et marginalisent, introduisant des disparités importantes qui discriminent les pratiques de sécurité.

La localisation des secteurs « sûrs » et « dangereux » que donne le ministère des affaires étrangères français (Carte 4) dans la rubrique en ligne « conseils aux voyageurs » est une façon d'illustrer par la carte les discours dominants. A Caracas, on retrouve ce « discours du crime » (Caldeira, 2000) parmi les secteurs cossus, la couverture médiatique de l'insécurité ou le paysage urbain qui identifient des territoires « sûrs » et ceux qui ne le sont pas. Le marquage des limites du territoire de Chacao, en signalant l'entrée ou la sortie (photo 2 en haut), s'accompagne régulièrement de la mention « Chacao, territorio seguro [territoire sûr] ». De fait, les marqueurs paysagers des pratiques de sécurité associés aux représentations différenciées de l'espace social ainsi véhiculées font plus de sens lorsqu'on les relie aux traits caractéristiques de ségrégation socio-spatiale que lorsqu'on les compare à la distribution des crimes et délits à Caracas (Carte 1 à 4).



Source : Tiré du site du ministère français des affaires étrangères, consulté en décembre 2008, http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs_909/pays_12191/venezuela_12312/index.html

Carte 4 : Les secteurs occidentaux sûrs (cercle mauve) et les secteurs centraux et orientaux « plus dangereux » (polygones anguleux roses) d'après le Quai d'Orsay

La territorialisation de l'insécurité aide à donner du sens aux pratiques en ceci qu'il s'agit d'un processus permanent de production de l'espace. Ce processus allie des aspects matériels et intangibles, et se traduit par un paysage, des formes ou des équipements tout autant que par une identification, un contrôle ou une appartenance. Il désigne la dimension spatiale de l'organisation

sociale à travers laquelle l'espace fait sens et prend forme (Di Méo et Buléon, 2005). Dans le cadre des pratiques de sécurité, les représentations jouent un rôle fondamental au titre de la place que prend l'insécurité dans l'organisation de l'espace. La diffusion large des pratiques de sécurité influence la production de l'espace urbain alors même que les caractéristiques socio-spatiales et politiques propres à Caracas façonnent en retour de nombreux aspects de ces pratiques.



Source : Cliche de l'auteur, Caracas 2005 et 2008

Photos 2 : Paysages et espaces urbains marqués par l'insécurité

De haut en bas et de gauche à droite : marquage de la sortie du territoire de Chacao (en direction de Las Mercedes) ; douane urbaine à las Lomas de San Rafael ; architecture et équipement sécuritaire (grilles, tours, caméras, fils électrifiés) à Alta Florida

Le sens différent attribué à des pratiques de sécurité similaires reprend des traits forts d'un ordre urbain ségrégué. La territorialisation de l'insécurité permet de rendre compte de la dimension performative pour l'espace social des pratiques de sécurité. Plus qu'un simple marqueur, leur statut différencié en termes de reconnaissance en fait un ressort important de reproduction de l'ordre socio-spatial inégalitaire à Caracas.

Pratiques de sécurité et inégalités : des rapports de construction mutuelle

Par des panneaux, grilles, vigiles ou caméras, les pratiques de sécurité rendent visible le régime de l'invisible. Elles structurent aussi l'ordre urbain de la capitale vénézuélienne.

Il est bon de souligner à nouveau qu'à Caracas le poids de ces pratiques dans les mobilités urbaines, les pratiques territoriales et le rapport à la ville est antérieur à l'émergence de l'insécurité comme question sociale et politique cardinale (à partir du Caracazo). A l'occasion d'un bref passage à Caracas après avoir séjourné à Bogotá, Claude Bataillon rend compte de la façon dont la sécurité conditionnait déjà une partie des recommandations de collègues vénézuéliens au milieu des années 1960 :

« [...] les villes étaient déjà brutalement modernisées, avec leur monde d'ingénieurs et de technocrates parfois étrangers, leurs classes moyennes hautement prospères, déjà entièrement conquises par les voyages en avion ou en auto sur des routes modernes impeccables. Alors qu'en Colombie je pouvais facilement utiliser les hôtels vieillots pour commis voyageurs en centre-ville, au Venezuela on me déconseillait des hôtels équivalents, dans des quartiers centraux réputés dangereux, et je devais me résoudre à loger dans les grands palaces modernes, d'où il fallait atteindre en taxi les lointains buildings des universités et des services publics » (Bataillon, 2008 : 66).

On reconnaît une géographie sociale et de l'insécurité dans laquelle se dégage déjà le « centre » dégradé et dangereux (le centro, dans la partie occidentale populaire de la ville). Dans ce témoignage, l'insécurité est construite en opposition à la modernité des grands palaces et buildings caractéristiques de l'urbanisation qui gagne à cette époque l'Est de la vallée de San Francisco.

A la fin des années 1980, une autre ligne de tension que celle opposant Est et Ouest de la ville est construite autour de l'insécurité et des pratiques qu'elle suscite. Les émeutes urbaines de février 1989, constituent un seuil dans les représentations et le rapport à la ville des Caraqueños (Lopez Maya, 2003). Le Caracazo met un terme au mythe de « l'exceptionnelle démocratie » qu'aurait connu le pays entre 1958 (fin du régime dictatorial de Pérez Jiménez) et les années 1980, dont les piliers consistent en une paix sociale, civile et militaire, une sérénité politique et une prospérité sans pareil sur le continent. Un contrôle de la société verrouillé par la rente pétrolière et le jeu d'une démocratie pactée ne résistent pas à l'approfondissement, à la faveur de la crise des années 1980, d'inégalités qui ont en réalité toujours existé (Ellner et Tinker Salas, 2007). L'émergence de fortes tensions sociales longtemps maîtrisées bouleverse le rapport à la ville de certains secteurs :

« La décennie 1980 prend fin alors que se concrétise la terreur latente que les secteurs favorisés de Caracas ont toujours ressentie : la terreur du jour où descendraient les gens des collines pauvres qui entourent la capitale pour prendre la ville, fatigués de leur propre misère. Le 27 février 1989 ont eu lieu des soulèvements populaires de deux jours, réprimés par le gouvernement au prix du plus grand nombre de morts dans le pays en un siècle. [...] Le fil ténu qui maintenait le lien social commençait à s'effiloche » (Rotker, 2005 : 171).

Le Caracazo est aussi connu comme « el día que bajaron los cerros [le jour où les cerros sont descendus] ». On retrouve la distinction entre cerros et colinas, le danger est identifié comme venant des cerros couverts de barrios. Ce sont ces secteurs populaires qui sont marqués du sceau de la menace, origine du danger. Face à cette identification, les pratiques de sécurité visibles (aujourd'hui légitimées) renforcent des formes préexistantes et plus subtiles de distinction et de mise à distance que la généralisation de ces pratiques ne doit pas dissimuler. La plupart des quartiers aisés présente une « forme socio-spatiale personnalisée [...] qui a permis à cette population, aidée par la qualité de la géographie de la vallée, d'habiter de façon indépendante et éloignée de grands ensembles de bidonvilles » sur des collines (colinas) et non des cerros (Maldonado Brito, 2006 : 414).

Au terme de l'analyse, on souligne que les pratiques de sécurité sont un produit mais aussi un des ressorts du peuplement urbain historiquement ségrégué à Caracas, et de sa reproduction. Dans le discours dominant, un amalgame s'opère entre les représentations de l'insécurité et les secteurs les plus défavorisés. On y retrouve les traits caractéristiques de la ségrégation socio-spatiale. La frontière est ténue entre représentation et stigmat. Les pratiques de sécurité, pas tant par leurs formes qu'à travers leurs significations, sont pour beaucoup influencées par d'importantes inégalités. Une fois établie, l'origine de l'insécurité – quartiers, populations – présente tous les caractères d'un bouc émissaire, soulignant encore leur mise au ban (Douglas, 2001).

De fait, à la suite de grandes manifestations et grèves patronales de 2001-2002, et du coup d'Etat perpétré en avril 2002, García Guadilla a relevé de telles logiques à travers des pratiques de défense en contexte de crise. Elle repère notamment à Caracas la désignation d'un ennemi « extérieur » suivant des traits classistes, racistes ou politiques. Dans les « plans de défense communautaire » à destination des classes moyennes et consultés par l'auteure, il est dit qu'il « ne faut pas croire le personnel de maison, en particulier celui du service de jour. Souvenez-vous que nombre d'entre eux ont été manipulés et que certains commencent à vous voir comme des ennemis » (2007 : 149). De manière exacerbée en période de crise, les pratiques de sécurité creusent les distances entre divers « autres » construits comme autant de menaces, qui « oligarques », qui « sauvages », qui « anti-démocratiques », selon des clivages structurants qui rejouent bien plus qu'ils n'émergent dans un contexte d'inégalités et de fortes confrontations. De telles pratiques portent la marque des tensions et disparités sociales et politiques qui les encadrent. Elles en sont un vecteur aussi bien qu'un ressort, aujourd'hui sur le devant d'une scène urbaine gagnée par la fièvre de la sécurisation.

Conclusion

L'insécurité se traduit par – mais se réalise aussi à travers – des pratiques de sécurité et des représentations. Certaines formes d'appropriation de l'espace, l'influence de politiques publiques, d'initiatives privées, ou le type de paysage urbain sont les marques de ces pratiques. Mais les représentations qui les accompagnent, et parfois les suscitent, ne peuvent être négligées dans la mesure où elles contribuent à les signifier. La production de l'insécurité, par le biais des liens entre pratiques et représentations, reproduit et consolide certains aspects de l'injustice sociale.

La territorialisation, associant ressorts matériels et intangibles, permet de mettre l'accent sur la dimension culturelle et sur les statuts sociaux qui interviennent dans la construction du « discours du crime » (Caldeira, 2000) ainsi que dans la nature et le sens des pratiques de sécurité. Elle contribue à articuler les pratiques de sécurité à un contexte socio spatial, dépassant ainsi le seul régime de l'observation des pratiques pour comprendre leurs logiques de construction et réinscrire ces dernières dans la durée, des rapports de force, des intérêts divergents et des jeux d'échelle singuliers.

Des pratiques de sécurité largement répandues et apparemment homogènes ne sont pas incompatibles avec un ordre social injuste et des inégalités sous-jacentes. De fait, tout le monde n'est pas également victime ni même exposé à l'insécurité urbaine. Ces inégalités ne sont pas nécessairement visibles à travers le recours à la surveillance, aux grilles et grillages, à la modification des pratiques territoriales ou à la fréquentation des espaces et des transports publics. Elles se traduisent de façon plus ténue mais non moins fondamentale d'une part par un sens différent donné par les acteurs aux pratiques de sécurité, comme le recours aux armes pour se défendre (entretien avec le commissaire de Baruta) ou l'importance toute relative donnée à la délinquance parmi les secteurs populaires ; d'autre part par le recours à la peur comme levier de la régulation sociale et spatiale qui permet d'enraciner certains comportements sociaux (Pedrazzini et Sanchez, 1998) ou de légitimer des mesures de séparation, de mise à distance, voire de stigmatisation.

De fait, le grand récit de l'insécurité et la diffusion large des pratiques de sécurité aplatissent inégalités et conflits. Pour autant, l'analyse du sens contingent que ces pratiques recouvrent (comme l'on développé Douglas, 2001 ou Wacquant, 2006, à propos du stigmaté, de l'outsider ou de l'outcast) permet de rendre visibles des rapports d'injustice déterminants et largement préexistants à l'émergence de l'insécurité urbaine comme question cardinale. Les pratiques de sécurité produisent de l'espace. Elles sont opérationnelles ou instrumentales quand elles légitiment des actions ou des intentions (parfois étrangères au seul problème d'insécurité), et elles sont performatives lorsqu'elles donnent forme et sens au réel. La figure du bandit comme celle du malandro (Pedrazzini et Sanchez, 1998) et les pratiques de sécurité dans son sillage renvoient inmanquablement à toute « l'injustice du monde » (Pedrazzini et Desrosiers-Lauzon, 2011), à commencer par celle de la société vénézuélienne.

A propos de l'auteur : Julien REBOTIER, UMR 5603 Laboratoire SET, Université de Pau et des Pays de l'Adour

Pour citer cet article : Julien REBOTIER, « Pratiques de sécurité et inégalités à Caracas » ["Security practices and inequalities in Caracas", traduction : Sharon Winkler Moren, C. Tran. (ATIO)], **justice spatiale | spatial justice** | n° 04 décembre | december 2011 | <http://www.jssj.org>

Bibliographie

BABY-COLLIN, Virginie, *Marginaux et citadins, construire une urbanité métisse en Amérique latine*, Toulouse : Thèse de doctorat en géographie – Université de Toulouse 2, 2000.

BABY-COLLIN, Virginie, ZAPATA, Emiliano, "Caracas, entre métropolisation et fragmentation urbaine", *Géofluences*, 2006.

BATAILLON, Claude, *Un géographe français en Amérique latine, 40 ans de souvenirs et de réflexions*, Paris : IHEAL, 2008.

BEAUD, Stéphane, PIALOUX, Michel, *Violences urbaines, violences sociales. Genèse des nouvelles classes dangereuses*, Paris: Fayard, 2003.

BOUDREAU, Julie-Anne, "Urbanity, Fear and Political Action: Exploration of Intersections", *Emotion, Space and Society*, numéro spécial, sous presse, 2011.

BRICEÑO LEON, Roberto, *Sociología de la violencia en América Latina*, Quito: FLACSO, 2007.

BRICEÑO LEON, Roberto, CAMARDIEL, Alberto, ÁVILA, Olga, "Violencia y actitudes de apoyo a la violencia en Caracas", *Fermentum*, n°26, 325-354, 1999.

BRICEÑO LEON, Roberto, ÁVILA, Olga, CAMARDIEL, Alberto, *Inseguridad y violencia en Venezuela. Informe 2008*, Caracas: Editorial Alfa, 2009.

CALDEIRA, Teresa, *Crime, segregation and citizenship in São Paulo*, Berkeley: University of California Press, 2000.

CAPRON, Guénola (ed.), *Quand la ville se ferme. Quartiers résidentiels sécurisés*, Paris : Bréal, 2006.

CARRION, Fernando, "La inseguridad ciudadana en América Latina", *Quorum, Revista de pensamiento iberoamericano*, n°12, 29-52, 2005.

COMPAGNON, Olivier, REBOTIER, Julien, REVET, Sandrine, *Le Venezuela au-delà du mythe. Chavez, la démocratie, le changement social*, Paris : Editions de L'Atelier, 2009.

DAVIS, Diane, "The age of security: violence and social disorder in the New Latin America", *Latin American Research Review*, Vol. 41, n°1, 178-197, 2006.

DAVIS, Mike, *Ecology of Fear. Los Angeles and the Imagination of Disaster*, New York: Metropolitan Books, 1998.

DAVIS, Mike, *City of Quartz. Excavating the future in Los Angeles*, Londres : Verso, 1990.

- DI MEIO, Guy, BULEON, Pascal**, *L'espace social, lecture géographique des sociétés*, Paris: Armand Colin, 2005.
- DOUGLAS, Mary**, *De la souillure, essai sur les notions de pollution et de tabou*, Paris : La Découverte, 2001.
- ELLNER, Steve, TINKER SALAS, Miguel**, "The Venezuelan Exceptionalism Thesis: Separating Myth from Reality", in *Venezuela, Hugo Chavez and the decline of an "exceptional democracy"*, edited by Steve Ellner and Miguel Tinker Salas, 3-15. Rowman and Littlefield, 2007.
- ELLNER, Steve, HELLINGER, Daniel**, *Venezuelan politics in the Chávez era: class, polarization, and conflict*, Boulder: Rienner, 2003.
- FRASER, Nancy**, "From redistribution to recognition? Dilemmas of justice in a "post-socialist" age", *New Left Review*, n°212, 68-93, 1995.
- GARCIA GUADILLA, María Pilar**, "Social movements in a polarized setting : myths of Venezuelan civil society", in *Venezuela, Hugo Chavez and the decline of an "exceptional democracy"*, edited by Steve Ellner and Miguel Tinker Salas, 140-154. Rowman and Littlefield, 2007.
- GARCIA SANCHEZ, Pedro**, "La forme privative de l'urbanité : emprise sécuritaire et homogénéisation socio-spatiale à Caracas", *Espace géographique*, Vol. 2, n°04, 114-130, 2004.
- GARCIA SANCHEZ, Pedro, GONZALEZ TELLEZ, Silverio**, "Ségrégation, communauté et mitoyenneté", *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n°105, 7-15, 2008.
- KESSLER, Gabriel**, *El sentimiento de Inseguridad. Sociología del temor al delito*, Buenos Aires : Siglo XXI, 2009.
- LOPEZ MAYA, Margartia**, "The Venezuelan Caracazo of 1989: popular protest and institutional weakness", *Journal of Latin American Studies*, n°35, 117-137, 2003.
- Low, Setha**, "Towards a Theory of Urban Fragmentation: A Cross-Cultural Analysis of Fear, Privatization, and the State", [Cybergeo](#), 2005.
- MALDONADO BRITO, Moralba**, *Paysage, environnement, et risque naturel. Concepts et tendances d'une nouvelle préoccupation. L'émergence de la notion de paysage dans la vallée de Caracas*, Paris-I : Thèse de doctorat en géographie, 2006.
- MODELISTICA**, *Planificación y diseño de una red integrada de transporte público para el área metropolitana de Caracas*, Caracas: non publié, 2005.
- PAIN, Rachel, SMITH, Susan J.**, *Fear: critical geopolitics and everyday life (Re-materializing cultural geography)*, Burlington: Ashgate, 2008.
- PEDRAZZINI, Yves, DESROSIER-S-LAUZON, Godefroy**, "Asphalt Bandits: Fear, Insecurity and Uncertainty in Latin American City", *Emotion, Space and Society*, sous presse, 2011.
- PEDRAZZINI, Yves et SANCHEZ R., Magali**, *Malandros, bandas d'enfants de la rue: la culture d'urgence dans la métropole latino-américaine*, Paris: Desclée de Brouwer et Charles Léopold Mayer, 1998.
- REBOTIER, Julien**, "Politicizing Fear of Crime and Insecurity in Caracas : The manufacturing of a fearful urban meta-narrative", *Emotion, Space and Society*, sous presse, 2011.
- REBOTIER, Julien**, *Les territorialités du risque urbain à Caracas. Les implications d'un construit socio-spatial dans une métropole d'Amérique latine*, Paris III – IHEAL : Thèse de doctorat en géographie, 2008.
- ROTKER, Susana**, *Bravo pueblo. Poder, utopía y violencia*, Caracas: Fondo editorial La Nave, 2005.
- SMITH, Susan J.**, *Crime, space and society*, Cambridge : University Press, 1986.
- TUAN, Yi-Fu**, *Landscapes of fear*, New York: Pantheon Books, 1979.
- WACQUANT, Loïc**, *Parias urbains. Ghetto, banlieues, Etat*, Paris: La Découverte, 2006.
- YOUNG, Marion I.**, *Justice and the politics of difference*, Princeton: Princeton University Press, 1990.